

Le modèle économique allemand vacille



Lors du lancement du projet « Made in Germany », à la chancellerie, à Berlin, le 21 juillet. JOHN MACDOUGALL/AFP

Cécile Boutelet

Menacés par les politiques de Trump et de Xi, les industriels réclament davantage d'intervention de l'Etat

BERLIN - correspondance

Debout dans l'escalier de la chancellerie, une soixantaine de patrons de grands groupes et de quelques start-up posent, autour du chancelier allemand chrétien-démocrate, Friedrich Merz, et du vice-chancelier social-démocrate, Lars Klingbeil. En ce 21 juillet, ils sont tous là : Roland Busch (Siemens), Christian Sewing (Deutsche Bank), Oliver Blume (Volkswagen et Porsche), Ola Källenius (Mercedes-Benz), ou encore Christian Klein (SAP). L'assemblée est si honteusement masculine qu'on a placé les deux seules femmes – Katherina Reiche, la ministre de l'économie, et Bettina Orlopp, patronne de Commerzbank – au premier rang. Tous sont venus faire acte d'allégeance : ils promettent d'investir la somme de 631 milliards d'euros d'ici à 2028 en Allemagne.

« *Nous amorçons un nouveau partenariat entre les entreprises et le politique* », clame alors Roland Busch, un des promoteurs du projet baptisé « Made for Germany ». Eux, les barons du capitalisme allemand, à qui on reproche si souvent de privilégier leurs actionnaires et leurs marchés lointains au *Standort Deutschland*, le « site Allemagne », s'engagent à investir massivement en Allemagne.

La presse montrera qu'une grande part de ces investissements était en réalité déjà programmée. Mais la communication est essentielle : l'idée derrière cette initiative inédite est d'apporter un soutien visible du privé au gouvernement Merz, alors qu'il a lancé, en mars, un plan historique d'endettement de 500 milliards d'euros pour la rénovation des infrastructures et une levée des règles d'endettement pour investir dans la défense. Le budget de la défense allemand doit tripler dans les quatre années à venir, avec 152,8 milliards d'euros en 2029, ce qui devrait contribuer à relancer la croissance, anémique depuis 2019.

« Enormes défis »

Friedrich Merz savoure le moment, lui qui doit renforcer son gouvernement déjà chancelant. Mais derrière les sourires et les promesses de renouveau, beaucoup de patrons présents ce jour-là sont aux abois. Leur monde est en train de basculer de manière dramatique : les grands groupes automobiles et les constructeurs de machines, les deux piliers du « made in Germany », voient littéralement s'effondrer leurs ventes et leurs bénéfices, en raison de l'évolution du marché chinois. Et la croissance commence à en pâtir : au deuxième trimestre, le produit intérieur brut a reculé de 0,3 %, selon les chiffres publiés le 22 août par Destatis.

De consommateurs dociles, les Chinois se sont mus, en cinq ans, en redoutables concurrents, supérieurs dans les technologies d'avenir, comme les batteries ou les logiciels embarqués, qu'ils exportent en Europe et dans les pays

tiers. Les Etats-Unis, autre grand débouché traditionnel pour l'industrie allemande, se barricadent derrière des droits de douane. Les règles du commerce international ont été largement remplacées par la domination stratégique des ressources et matières premières, des technologies sensibles et des marchés. Le monde post-1990, celui de la mondialisation et du libre-échange, qui avait tant profité à l'Allemagne, est ainsi définitivement révolu.

Même au sein du Mittelstand, le tissu d'entreprises de taille intermédiaire emblématique du capitalisme allemand, le plus attaché traditionnellement au libre-échange, le vent a tourné. Le 16 juin, la Fédération allemande des constructeurs de machines a reconnu, dans une position de principe inouïe, les « *énormes défis* » posés à court terme par la « *politique économique et commerciale offensive de la Chine* », accusée de subventions injustes. Jusqu'ici pourfendeuse de toute barrière douanière au nom de la libre concurrence, elle réclame désormais une « *réaction des politiques* », appelés à instaurer des « *règles de contenu local* », des « *droits de douane compensatoires* », une « *plus grande surveillance sur marché* » et des « *sanctions* » en cas de violation des règles.

Le 23 juin, Peter Leibinger, le président de la Fédération des industries allemandes, lui-même issu d'une célèbre famille d'industriels du Bade-Wurtemberg, a enfoncé le clou. Dans un discours aux entreprises en présence du chancelier, il a reconnu qu'une « *arrogance de l'ingénieur* » allemand vis-à-vis de certaines technologies ou concurrents, en particulier la Chine, avait conduit à sous-estimer les risques. Appelant à la « *résilience* » et à la « *souveraineté* », deux mots longtemps inconnus du vocabulaire de l'industrie, il plaide pour une « *nouvelle forme de collaboration entre la politique et l'économie* », à travers une « *stratégie technologique commune* » sur l'industrie de défense, les nouvelles technologies et la sécurisation des matières premières.

« Keynésianisme militaire »

Il faut mesurer la rupture que représentent ces différentes prises de position. L'école de l'ordolibéralisme, qui a profondément influencé l'économie sociale de marché adoptée outre-Rhin après 1949, prévoit un rôle de l'Etat beaucoup plus limité, se restreignant à garantir les conditions légales de la concurrence et de la stabilité monétaire et budgétaire. Mais les « *temps nouveaux* » impliquent une « *nouvelle approche commune* », estime Peter Leibinger. La politique industrielle, autrefois moquée outre-Rhin, est devenue un impératif, ou moment où 10 000 emplois disparaissent chaque mois dans le secteur manufacturier traditionnel allemand.

Sander Tordoir, chef économiste au Centre for European Reform, un institut de recherche berlinois, confirme cette inflexion du capitalisme allemand. « *Il existe une tendance mondiale où on observe que la relation entre l'Etat et les grandes entreprises évolue. Aux Etats-Unis, il y a un rapprochement entre la Silicon Valley et la Pentagon Valley, entre la scène technologique et celle de la défense, avec des entreprises comme Palantir ou Anduril. En Chine, c'est le standard depuis longtemps. L'Allemagne me semble aller aussi dans cette direction, car il y a trop de distorsions de marché provoquées par la géopolitique* », explique-t-il.

Pour Dalia Marin, professeure d'économie internationale à l'Université technique de Munich, on assiste à un « *changement de régime* » lié au tournant géopolitique et sécuritaire : « *Le fait que Friedrich Merz ait été prêt à lever le frein à l'endettement pour investir massivement est une rupture.* » Il y a aussi un élément psychologique, estime-t-elle, car les entreprises sont davantage confiantes sur leur avenir, sachant que l'Etat va dépenser énormément d'argent ces prochaines années. « *On va assister à un keynésianisme militaire, où les dépenses de défense vont pousser l'économie. On réfléchit déjà à ce que l'agence allemande pour l'innovation de rupture s'étende au militaire, une partie de l'automobile va aller dans cette direction* », poursuit la docteure.

Cette spécialiste des chaînes de valeur internationales considère que la mondialisation ne va pas s'arrêter, mais que la nature des échanges internationaux va profondément se transformer, avec une diversification des marchés d'exportation, mais aussi un autre schéma de production : « *On constate que certains industriels relocalisent ce qu'ils peuvent fabriquer avec des robots. Mais ils ne confient pas la production à des sous-traitants, ils la réintègrent dans l'entreprise, pour être sûrs d'en avoir la maîtrise.* » C'est un renversement complet par rapport au schéma qui prévalait dans les années 2010, où les grands groupes allemands avaient poussé à fond la logique d'externalisation et d'internationalisation des chaînes de valeur.

Thorsten Benner, directeur du centre de recherche Global Public Policy Institute, redoute cependant que la prise de conscience demeure incomplète : « *Friedrich Merz a encore une compréhension unidimensionnelle de la compétitivité. Il parle surtout de baisser les charges patronales, de déréguler, de baisser les coûts de l'énergie. Ce sont des choses importantes, mais cela ne va pas suffire face au capitalisme d'Etat chinois. Beaucoup d'entreprises allemandes ne sont pas prêtes à renoncer aux approvisionnements bon marché chinois. A Berlin, la discussion sur ce sujet n'a pas encore vraiment commencé.* »